



Préavis de grève

A mesdames

Barbara Pompili, Ministre du MTE

Jacqueline Gourault, Ministre du MCTRCT

Annick Girardin, Ministre de la Mer

Mesdames les Ministres,

Malgré la colère et les mécontentements qui s'expriment, le gouvernement entend continuer dans sa politique d'austérité et de réformes portant atteintes aux missions et services publics.

Le projet de budget de vos ministères consacre de nouvelles baisses d'effectifs à l'encontre des besoins pour redynamiser une politique efficace et efficiente environnementale et d'aménagement du territoire.

Tous les signaux sont au rouge concernant la lutte contre le réchauffement climatique, contre l'extinction d'espèces, contre les catastrophes de plus en plus régulières et intenses ...

Pourtant le Président de la République et son gouvernement choisissent une nouvelle fois de sacrifier dans le budget 2022 nos ministères et le service public pour défendre l'écologie, l'environnement, l'aménagement du territoire, les transports ... Alors que le bateau coule, ils écopent avec une petite cuillère !

Le projet de loi 3DS, présenté en décembre 2017 pour répondre aux besoins et à l'urgence est un miroir aux alouettes. Ce n'est pas en transférant le pouvoir à tel ou tel potentat local que le service public retrouvera des moyens d'actions. Au nom de l'amélioration de la proximité avec les citoyens, c'est surtout une dérobade politique qui les obligera à devenir arbitre du manque de moyen décidé au plus haut sommet de l'Etat.

Nos organisations revendiquent bien plus que l'arrêt des suppressions d'effectifs. Nous exigeons un réarmement massif du MTE, MCTRCT et du MM.

Alors que la masse salariale de nos ministères est de l'ordre de 3 % pour 60000 agents (5 % avec les la prise en compte des retraites). L'embauche de dizaines de milliers d'agents sous statut impacterait très peu ses finances, mais donnerait des moyens considérables d'action.

Les négociations salariales qui se sont ouverte le 21 septembre avec la ministre de la fonction publique n'augurent rien de bon, alors que la revalorisation du point d'indice, donc des salaires directs et des cotisations salariales et patronales, serait une mesure juste et efficace.

Le temps de travail est aussi un enjeu social et environnemental, c'est pourquoi nous défendons sa diminution à salaire constant et la possibilité pour les agents qui le souhaitent de travailler sur une semaine de 4 jours.

Le gouvernement persiste à vouloir réformer notre système de retraite stabilisé par le système redistributif. Le changement que veut imposer ce gouvernement, c'est surtout diminuer les pensions en refusant de remettre en cause les exonérations fiscales. Nous rejetons ce modèle de répartition de la misère et revendiquons un modèle de répartition des richesses pour que les retraités vivent dignement.

En conséquence, nous demandons

- **l'arrêt des suppressions de postes et dès 2022 une augmentation des effectifs,**
- **l'arrêt de la revue des missions, dont le seul objectif est la diminution des effectifs,**
- **l'arrêt des restructurations, notamment la « préfectoralisation » des services déconcentrés de vos ministères,**
- **l'augmentation du point d'indice de 20 % pour retrouver, simultanément pour tous les personnels, une juste rémunération permettant de garantir un niveau de vie compatible avec un épanouissement humain équilibré,**
- **la réduction des inégalités sociales entre actifs et privés d'emploi en abaissant le temps de travail sans perte de salaires,**
- **la possibilité d'une semaine de travail sur 4 jours**
- **la préservation de la retraite par répartition et son calcul en améliorant son financement par l'arrêt des exonérations sociales qui le tarissent**
- **Le retrait du projet de loi 3DS du calendrier parlementaire**
- **La fin des plans de restructurations et des restructurations de services**
- **L'arrêt du RIFSEEP qui individualise les rémunérations qui creuse les inégalités**

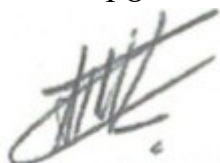
En conséquence, nos fédérations déposent un préavis de grève pour le 5 octobre 2021 ainsi que pour les nuitées en amont et en aval de celle-ci pour les agents travaillant en horaires décalés

Le 27 septembre 2021

CGT

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Anice', written over a horizontal line.

FO

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping strokes.

FSU

A handwritten signature in black ink, consisting of a few long, sweeping strokes.